

la tendance

Paris, le 22 septembre 2003

Dialogue de sourds

Ce que vous, Français, qui êtes mariés avec l'Europe, avez un peu de mal à comprendre, c'est comment fonctionne un mariage : on peut faire admettre à son conjoint un coup de canif dans le contrat en une vie commune, mais sûrement pas un tous les quinze jours ! Cette saillie d'un éminent eurocrate bruxellois résume bien la situation infernale dans laquelle s'est mise la France avec Bruxelles. A la veille du week-end, le sort d'Alstom menaçait encore d'être scellé par une faillite... alors même que, dans d'autres circonstances, Mario Monti aurait pu avaler la couleuvre de la recapitalisation décidée par Francis Mer. Car, depuis au moins dix-huit mois, la France multiplie les provocations et les manifestations d'arrogance à l'endroit d'une Commission qui se sent à juste titre humiliée.

Bien sûr, l'autisme bruxellois est une réalité. Certes, l'intransigeance de la Commission peut être critiquée. Mais que de maladroites Paris a-t-il accumulées ! Sans même revenir sur la légèreté avec laquelle le Premier ministre a affirmé que ce ne seraient pas des «équations comptables» faites «pour que tel ou tel bureau dans tel ou tel pays soit satisfait» qui allaient décider du déficit de la France, le premier exemple des incorrections françaises dans l'affaire Alstom est peut-être le plus révélateur : c'est par la presse que le commissaire à la Concurrence a appris, fin juillet, que l'Etat participait au plan de sauvetage du constructeur des TGV ! Si l'on ajoute que, depuis trois ans, les dirigeants européens dont Jacques Chirac demandent régulièrement à la Commission de se montrer plus vigilante en matière d'aides d'Etat, et que Paris continue à faire la sourde oreille aux requêtes lui demandant de récupérer l'avance illégale consentie à Bull par l'Etat – la Commission va plaider à Luxembourg le 1^{er} octobre pour obtenir une injonction –, on réalise le déficit d'image que traîne Francis Mer quand il négocie avec Mario Monti.

Moins d'arrangements, plus d'hypocrisie

Mais au-delà, ce sont les ressorts mêmes de l'action et de la pensée bruxelloises que Paris ne comprend décidément pas. Pour le meilleur et pour le pire, l'Union a peu à peu adopté le fonctionnement exigeant d'un Etat de droit fédéral à l'américaine avec ses procédures implacables, sa sensibilité aux interactions des lobbies, sa chatouilleuse indépendance vis-à-vis des pressions indues – et aussi son goût pour l'hypocrisie mise en musique par les avocats. Dans un tel contexte, la faiblesse du lobby français à Bruxelles, le retard de notre droit dans l'incorporation des directives et le manque de relations suivies entre la Commission et les ministères parisiens, qui ne se montrent que pour demander une dérogation de plus, se paient au prix fort. Quant aux tentatives d'arrangements contre la lettre de la loi et aux coups de fil ministériels insistants, ils sont d'un effet désastreux. Symétriquement, Paris aurait pu obtenir gain de cause en... mentant et en proposant un plan acceptable dans la forme, fût-il irréaliste.

Faut-il déplorer ce changement de culture, auquel nous devons peu à peu nous plier, puisque nous avons choisi l'Europe ? Du moins a-t-il le mérite de brider notre propension à flirter avec des méthodes dignes d'une république bananière... et à injecter toujours plus d'argent public dans des puits sans fond ! ■ Ph.M.

■ Jérôme Monod :

Le conseiller de Chirac briguerait un siège de sénateur à Paris en 2004. ... 6

■ EDF :

Roussely va annoncer des résultats en amélioration. 3

■ Police :

Sarkozy réorganise la hiérarchie. 5

■ Poweo :

La compagnie d'électricité veut entrer en Bourse. 3

■ Croissance :

Un petit 1 % en 2004 selon le Centre de prévision de L'Expansion. 8

L'ENQUÊTE DE LA LETTRE

Olaf : les incorruptibles de Bruxelles...... 2

L'HOMME DE LA SEMAINE

Pierre-Mathieu Duhamel : le directeur du Budget est aussi le prochain maire de Boulogne. ... 3

À SAVOIR

■ **DES EXPERTS MILITAIRES** israéliens se sont rendus à Bagdad pour étudier l'utilisation de l'espace aérien irakien dans l'hypothèse d'une attaque des installations nucléaires iraniennes.

■ **LE SOMMET DU G8** d'Evian a coûté au budget de l'Intérieur 8 millions d'euros non prévus qui devront être intégrés en charges exceptionnelles.

■ **HUIT CHARS LECLERC** seulement sur les quarante devant être livrés cette année sont achevés à ce jour.

■ **LA GRÈCE ET LA TURQUIE** ont enfin signé un accord réglementant le trafic aérien en mer Egée en vue des Jeux olympiques de 2004.

■ **LE «TRAIN JEAN MONNET»**, Bruxelles-Strasbourg, réservé aux fonctionnaires et députés européens, va être supprimé en raison de son coût.

Dexia en butte à une class-action

Dexia est en butte, ou des poursuites en gique, à une class-action introduite par des avocats américains en raison du tien jugé par eux abusif sa filiale belge Artesia a apporté à l'entreprise technologie tombée déconfiture il y a deux Lernout et Hauspie. ■

Gazprom vise l'Amérique

Gazprom vendra du gaz naturel liquide aux Etats-Unis. C'est ce qui résulte d'une rencontre entre son PDG, Alexei Miller, et le secrétaire d'Etat à l'Energie américain, Spencer Abraham. ■

→ **Commentaire** : reste à résoudre les difficultés d'acheminement, que les Etats-Unis devraient contribuer financièrement à régler.

Venturi lance sa GT Light

Le constructeur automobile repris par le Monégasque Gildo Pallanca-Pastor en juillet 2001 va produire en série à partir de 2004 une «GT Light» propulsée par un 2 litres 4 cylindres. ■

→ **Commentaire** : Venturi, qui avait prévu de lancer cette série avec 100 promesses d'achat, n'en a recueilli que 40 jusqu'à présent.

■ **LA COMPAGNIE** Corse-Méditerranée va reprendre la flotte

■ **VERITAS** va mettre en place une activité dédiée à la gestion de navires.

■ **ZARA** se heurte à l'opposition de la mairie de Paris pour implanter 2 500 m² boulevard

La Lettre
de
L'Expansion

22.09.03

Philippe REILLER
Journaliste

Salut, François ! Toutes mes félicitations pour ces bonnes nouvelles (page 4) qui mettent en lumière la boîte. A très bientôt, pour les prochains épisodes

14, boulevard Poissonnière - 75308 Paris cedex 09
Tél. 01 53 24 41 63 - Fax 01 53 24 41 40
e-mail : preiller@lexpansion.com

PS: Merci en cas pour la somme soignée

Bien à toi,
Philippe

sanjani, le fils de l'ancien président iranien.

■ **VINCI** a choisi comme partenaire Marais Contracting pour se développer sur le marché de la pose de câble.

→ **Commentaire** : Marais, acteur majeur du secteur avec son procédé Fast Net, est par ailleurs partenaire d'Alcatel.

dans l'Internet et les communications sans fil.

■ **L'UGAP** va prochainement organiser un séminaire avec les chefs de service du ministère de l'Ecologie sur les modalités d'organisation de marchés publics en faveur des véhicules propres pour les administrations.

groupe Yves Rocher, note un tassement des ventes (+ 5,9 % en février 2003 et seulement + 0,9 % en juillet 2003 par rapport aux mêmes périodes de l'exercice 2002). La société troyenne a abandonné son objectif de croissance des recettes pour cette année, qui était de + 11 %.

D&P SERVICES SE DÉPLOIE EN EUROPE ET AU CANADA ET PRÉPARE SA COTATION

■ Le distributeur exclusif de Tele 2 depuis dix-huit mois va monter en puissance en France en recrutant d'ici à la fin de l'année 150 personnes (400 au total) et en s'implantant dans quatre nouvelles régions (Alsace, Rhône-Alpes, Paca, Côte d'Argent). La société filiale du groupe suisse T&I va, d'autre part, se lancer en Belgique (100 personnes avant fin 2003), se renforcer en Italie et en Allemagne, et attaquer d'ici deux mois l'Espagne et début 2004 l'Amérique du Nord avec d'abord le Canada. ■

→ **Commentaire** : D&P Services devrait représenter d'ici à mars 2004 quelque 30 % des contrats réalisés par Tele 2 en France. Une introduction en Bourse est à l'étude pour fin 2004, peut-être à Paris. La société travaille sur des projets de diversification sur des produits différents de la téléphonie, dans l'énergie ou pour des produits de grande consommation type boissons, sur un mode équivalent de distribution.

DÉPENDANCE : LA PROCHAINE LIVRAISON DE LA REVUE RISQUES VA CHIFFRER LES BESOINS À 12 MILLIARDS D'EUROS ANNUELS

■ Un mois et demi après la canicule meurtrière de l'été, la revue Risques (principalement financée par la FFSA), qui avait justement prévu un numéro spécial sur la dépendance, va proposer dans son prochain numéro, à paraître dans une semaine, plusieurs articles permettant un chiffrage des populations dépendantes et du coût de leur prise en charge. Plus du quart des plus de 60 ans a aujourd'hui besoin d'aide, la moitié d'entre eux ne recevant pas le soutien nécessaire, affirme Risques. Aujourd'hui, on peut évaluer la population concernée entre 950 000 et 1,25 million de personnes, mais ce nombre pourrait grimper, selon les hypothèses, de 32 à 79 % - le plus probablement de 55 % environ - d'ici à 2040. Le coût de leur prise en charge serait de 12 milliards d'euros par an, soit quatre fois plus que l'APA actuelle, déjà bien difficile à financer. ■